

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Administration générale

OCTOBRE 2020

ARR_2020_219	NOMINATION M. SIRUGUE REGISSEUR TITULAIRE - REGIE D'AVANCES ACCUEIL JEUNES-CESSATION DE FONCTIONS DE MME FABIENCE RENAUD	1-2
ARR_2020_220	AODP_ADHEX_TECHNOLOGIES_PLATEAU_07.10.20	3-4
ARR_2020_221	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – JOËLLE BOILEAU	5-6
ARR_2020_222	DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DANS DIVERS ORGANISMES – PIROUETTE CACAHUËTE	7
ARR_2020_223	AODP_UNSS_MAISON_DU_PLATEAU_14.10.2020	8-9
ARR_2020_224	Concession_30ans_R67_COLLOMBELLE	10
ARR_2020_225	Concession_30ans_R66_GAILLARDIN	11
ARR_2020_226	Concession_15ans_N236_AKARDJLOUDJE	12
ARR_2020_227	Concession_15ans_N230_BELIN	13
ARR_2020_228	Concession_30ans_H128_BOURGEOIS	14
ARR_2020_229	Concession_15ans_F256_BIGEALT	15
ARR_2020_230	Concession_30ans_D141_COLLON	16
ARR_2020_231	Concession_15ans_B58_VACHET	17
ARR_2020_232	DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DANS DIVERS ORGANISMES – COMMISSION MIXTE DU JUMELAGE	18

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'arrêté n° 60 en date du 30 janvier 2012 instituant une régie d'avances « Accueil Jeunes » auprès du service Jeunesse, modifié par les arrêtés n° 6 du 30 juin 2014, n° ARR_137 du 31 août 2017 et la décision n° DEC_2019_24 du 29 mai 2019,
Vu l'arrêté n° 61 du 30 janvier 2012 nommant Monsieur Frédéric LEDUC mandataire suppléant,
Vu l'arrêté n° ARR_2018_153 du 7 juin 2018 nommant Monsieur Fawzi SABHI mandataire suppléant,
Vu l'arrêté n°ARR_2019_164 du 5 juin 2019 portant nomination de Mme Fabienne RENAUD en tant que régisseur titulaire ainsi que Messieurs Hervé SIRUGUE et Sébastien LAMBLIN en qualité de mandataire suppléant,
Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 30 septembre 2020

ARRÊTE

Article 1 :

A compter du 8 octobre 2020, Monsieur Hervé SIRUGUE est nommé régisseur titulaire de la régie d'avances «Jeunesse», en remplacement de Madame Fabienne RENAUD qui cesse ses fonctions, et avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 :

En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Monsieur Hervé SIRUGUE sera remplacé par Messieurs Frédéric LEDUC, Fawzi SABHI ainsi que par Monsieur Sébastien LAMBLIN. précédemment nommés mandataires suppléants

Article 3 :

Monsieur Hervé SIRUGUE n'est pas astreint à constituer un cautionnement.

Article 4 :

Monsieur Hervé SIRUGUE percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le régisseur titulaire est, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçu, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectué.

Article 7 :

Le régisseur titulaire ne doit pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code Pénal.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de présenter ses registres comptables, ses fonds et ses formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Le Comptable public,
Isabelle GUILLAUME

1.10.2020

Isabelle GUILLAUME
Inspecteur Divisionnaire
des finances publiques

Fait à CHENÔVE, le *8/10/2020*

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,
Patrick AUDARD



Le Régisseur titulaire,
Hervé SIRUGUE

Vu pour acceptation

Le mandataire suppléant,
Sébastien LAMBLIN

Vu pour acceptation

Le mandataire suppléant,
Frédéric LEDUC

Vu pour acceptation

Le mandataire suppléant,
Fawzi SAHBI

Vu pour acceptation

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 1^{er} octobre 2020 de Monsieur Roland de la BROSSE, président de **l'association « Adhex Technologies »**, par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'occuper le plateau de Chenôve, **le 07/10/2020 de 17h30 à 19h30**, dans le cadre de l'organisation de « la course / marche pour l'Odyssée ».

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'association « Adhex Technologies », représentée par Monsieur Roland de la BROSSE, est autorisée à occuper le plateau de Chenôve, le 07/10/2020 de 17h30 à 19h30, dans le cadre de l'organisation de « la course / marche pour l'Odyssée ».

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, l'association Adhex Technologies Club fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent.
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de Dijon Métropole, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 06/10/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_028 du 29 juin 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection du maire et des adjoints de Chenôve du 25 mai 2020,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE

Article 1 :

Madame Joëlle BOILEAU, 7^e adjointe au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant la Tranquillité publique, les Travaux, la Préservation et la valorisation du patrimoine, ainsi que la Mémoire et le monde combattant.

À ce titre et dans le domaine de la Tranquillité publique, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Prendre en charge pour le Maire les dossiers relatifs à la sécurité routière,
- Piloter toutes les réunions des instances locales (CRO, CLS, GTO),
- Représenter le Maire aux réunions stratégiques et sensibles en son absence,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

À ce titre et dans les autres domaines, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Madame Joëlle BOILEAU pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où elle a reçu délégation.

Article 2 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Madame Joëlle BOILEAU rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 3 :

Madame Joëlle BOILEAU accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Elle est habilitée à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Elle exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services, la direction de la tranquillité publique et les différents services concernés et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 4 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Elle prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Article 5 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjointe sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 6 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 16/10/2020
Qualité : Maire

N° ARR_2020_222**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_137 portant désignation de représentants de la Ville de Chenôve dans divers organismes,

Considérant que conformément à l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,
Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est décidé de procéder au remplacement de conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	TITULAIRE(S) DÉSIGNÉ(S)	EN REMPLACEMENT DE
PIROUETTE CACAHUËTE (COMITÉ DE PILOTAGE)	M-T. BOUGÉ (représentante du Maire) B. HABERKORN	B. HABERKORN (représentant du Maire) B. POPARD

Article 2 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 16/10/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 01^{er} octobre 2020 de Monsieur Gaetan GUERMONPREZ, directeur départemental de **l'association « UNSS »** par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'occuper les espaces naturels du plateau de Chenôve, le préau de la maison du plateau et le parking correspondant, **le 14/10/2020 de 07h00 à 17h00**, dans le cadre de l'organisation d'une « compétition sportive ».

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE

Article 1 :

L'association « UNSS », représentée par Monsieur Gaetan GUERMONPREZ, est autorisée à occuper les espaces naturels du plateau de Chenôve, le préau de la maison du plateau et le parking correspondant, **le 14/10/2020 de 7h00 à 17h00**, dans le cadre de l'organisation d'une « compétition sportive ».

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, l'association UNSS fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent.
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de Dijon Métropole, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 16/10/2020
Qualité : Maire

N°ARR_2020_224**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Virginie COLLOMBELLE** domiciliée **4 impasse Prosper Gallois 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille AMIDIEU**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession R 67 de 30 années,**
- **à compter du 03/09/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6492 du 03/09/2020 et expirant le 03/09/2050.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/09/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 21/10/2020
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_225**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Anne-Marie GAILLARDIN** domiciliée **12 rue des Pervenches 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille GAILLARDIN**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession R 66 de 30 années,**
- **à compter du 23/09/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6499 du 23/09/2020 et expirant le 23/09/2050.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **28/09/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 21/10/2020
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_226

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur André AKARDJOU DJE** domicilié **34 rue des Sablons 78580 BAZEMONT**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille CIANCAGLINI**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession N 236 de 15 années,**
- **à compter du 17/09/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6482 du 07/08/2020 et expirant le 17/09/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/09/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 21/10/2020
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_227**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Christine BELIN** domiciliée **14 rue du Pautet 21560 ARC SUR TILLE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille DECIMO**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession N 230 de 15 années,**
- **à compter du 24/09/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6474 du 23/07/2020 et expirant le 24/09/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/09/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 21/10/2020
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_228

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Pierre BOURGEOIS** domicilié **118 boulevard des Bourroches 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BOURGEOIS**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 128 de 30 années,**
- **à compter du 22/12/2019 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6493 du 03/09/2020 et expirant le 22/12/2049.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/09/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 21/10/2020
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_229

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Françoise BIGEAULT** domiciliée **4 rue du Petit Pré 37000 TOURS**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille VENDEUVRE**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession F 256 de 15 années,**
- **à compter du 12/08/2009 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6491 du 01/09/2020 et expirant le 12/08/2024.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **14/09/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 21/10/2020
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_230

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Rolande COLLON** domiciliée **6 place Jules Grand Clément 69100 VILLEURBANNE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille LAGRÈZE**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession D 141 de 30 années,**
- **à compter du 02/06/1993 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6489 du 25/08/2020 et expirant le 02/06/2023.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **14/09/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 21/10/2020
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2020_231

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Lionel VACHET** domicilié **43 rue d'Amont 21110 BESSEY LES CITEAUX**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BRÉGIGEON**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession B 58 de 15 années,**
- **à compter du 26/12/2016 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6496 du 14/09/2020 et expirant le 26/12/2031.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **28/09/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD

Date : 21/10/2020

Qualité : 2ème Adjoint

N° ARR_2020_232

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_137 portant désignation de représentants de la Ville de Chenôve dans divers organismes,

Considérant que conformément à l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,
Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est décidé de procéder au remplacement de conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	TITULAIRE(S) DÉSIGNÉ(S)	EN REMPLACEMENT DE
COMMISSION MIXTE DU JUMELAGE	L. LACHAMBRE	B. HABERKORN

Article 2 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 23/10/2020
Qualité : Maire